

COMPTE RENDU REUNION PPE

28 juin à Paris

Groupe La Française, 128 boulevard Raspail

Initiative organisée par Green Cross

« Financer la transition énergétique à l'échelle des territoires. Enjeux, pistes de solutions et recommandations pour l'actualisation de la PPE »

La réunion publique s'est tenue dans les locaux du groupe La Française, piloté par Green Cross et labellisé par la CNDP.

Programme : une table ronde *Les leviers de financement de la transition énergétique, et l'impact sur les territoires*, suivie d'un temps de *Regards croisés* ainsi qu'une table ronde : *outils de financement et retours d'expérience*.

Table ronde 1 : Les leviers de financement de la transition énergétique, et l'impact sur les territoires.

Michel Gioria (Ademe), Carmen Munos (Citelum), Thierry Trouvé (GRT Gaz), Rizlane Bibaoui (Communauté urbaine de Dunkerque).

MG : On ne fait pas 100% d'énergie renouvelable, quelle qu'elle soit, sans une vraie politique d'efficacité énergétique. On dit que le renouvelable peut faire 800.000 emplois, ce qui n'est pas tant que ça. En revanche, cela fait des **gagnants** comme des **perdants**. Donc si on s'engage dans une transition énergétique, il faut penser à ces acteurs.

On finance également le **risque**, c'est à dire si quelqu'un fait un dispositif de géothermie innovant donc risqué, il y a un financement pour aider. Plus on en installe, plus on saura comment faire. Le mécanisme de financement s'adapte, mais il faut de la visibilité. Sur les fours à chaleur, on change la réglementation tous les ans ce qui est une erreur pour la visibilité. **On ne peut pas faire payer ça par le consommateur, il faut des fonds de garantie.**

Il faut soutenir une offre d'entreprises en capacité de faire offres de services (entreprises qui savent faire des forages performants pour la géothermie, etc). Les entreprises doivent pouvoir

avoir une taille significative, il faut donc des **fonds d'investissement**, pour le **développement des entreprises**.

Question à RB : est-ce que les collectivités sont assez préparées ?

RB : Oui il y a une vraie prise de conscience (à Dunkerque) corrélée à l'histoire de la commune. Pour répondre à ces questions, on s'est structuré pour activer les différents leviers de financement.

Mais ce n'est pas suffisant. Pour Dunkerque, l'enjeu de transition énergétique c'est presque une question de survie. On n'a pas d'autre choix que d'être dans une transition inclusive et durable. Elle nécessite :

- d'arrêter de bricoler (le bricolage crée de l'opportunisme aujourd'hui)
- de la massification
- de la durabilité.

CM : Citelum est une filiale d'EDF mais tout ce qu'on fait c'est de l'efficience énergétique. **L'efficience énergétique n'est pas une option**, c'est une obligation pour contenir le changement climatique. C'est vrai partout dans le monde.

Les économies d'énergie peuvent permettre de financer des projets : exemple Dijon métropole se finance grâce aux **économies sur l'éclairage public**.

TT : La transition énergétique marchera **si on la fait pour les territoires et par les territoires, et notamment en étant soutenable**. Pour ça on vise la diversification.

Nous on vise 30% de « gaz vert » à horizon 2030. Dépend pas du jour et la nuit (base), stockable, produite chez nous et pas chez les Russes. Arrive une idée très forte : la complémentarité entre les énergies. C'est soutenable de faire la TE avec (notamment le gaz) parce qu'on a déjà les infrastructures gazières. Il est - apparemment - moins cher de verdir le gaz que de le remplacer.

Question : On voit les objectifs de verdissement, j'aimerais des éléments techniques et commerciaux sur le gaz. Aussi avez-vous des pistes sur le verdissement de l'hydrogène au niveau juridique, commercial, etc.

TT : Le projet Jupiter 1000 consiste à faire hydrogène avec électrolyse, injecté au transport ou alors récupéré sur CO2 pour en faire du méthane de synthèse, du « méthane vert ». De notre point de vue **l'hydrogène c'est le dernier étage de la fusée du « gaz vert »**. D'abord la méthanisation, ensuite la pyrogazification et ensuite l'hydrogène sous réserve qu'il y a un développement massif des ENR qui font qu'on a un excédent d'électricité. Il faut qu'il soit vert, si c'est pour faire de l'hydrogène avec du gaz naturel, autant faire du gaz naturel directement.

Question : une proposition de mesure ?

CM : Que les contrats de performance énergétique soient très contrôlés et exclus de la dette des acteurs qui la portent.

TT : La LTECV vise 10% de gaz vert, on peut aller plus loin, la PPE devrait viser 30% à l'horizon 2030.

MG : Expérimenter la régionalisation des appels d'offre de la CRE.

RB : un droit commun du financement à partir des territoires.

Regards croisés : Bertrand Badré (Blue Like an Orange) et Paul Leslie (Tiddal Lagoon Power - marémoteur).

Paul Leslie a présenté un projet de digue artificielle pour créer de l'énergie marémotrice. Le marémoteur est différent de l'hydrolien (courants marins) et de l'houlie (de la houle).

Bertrand Badré : ma thèse est assez simple : on a eu une grave crise financière qui a beaucoup bousculé le système. On peut se féliciter du fait qu'on ait évité les enchaînements catastrophiques des années 30. Mais on n'a pas réfléchi à ce que ça voulait dire de **financer une économie du développement durable**. On a la tentation de revenir au bon vieux monde. Une approche américaine de plus en plus financière et transactionnelle - l'Etat fédéral ne se bat plus, ce n'est pas anecdotique. Modèle chinois qui se prétend exemplaire mais on peut avoir une vision critique sur la façon chinoise d'exporter le GES. L'Europe ne fait pas mieux. **Il y a une compétition de modèle et on n'a pas trouvé la voie. La bonne nouvelle c'est qu'on n'a pas à réinventer la roue.**

Avec 2015 on a pris des engagements, **on a une feuille de route - il n'y a pas à en réécrire**. Mais **ces engagements n'ont de sens que si on se donne les moyens**. Comment passer des besoins en milliards aux besoins en trillards ? Pour beaucoup d'acteurs, le changement climatique n'est pas le sujet de la finance, ça n'est pas leur problème car c'est dans 20 ans. Aujourd'hui, un sujet considéré par les assureurs est celui des catastrophes naturelles, donc c'est déjà un sujet. Ensuite un risque en responsabilité - parce qu'on sait quels sont les enjeux. On sait enfin aujourd'hui qu'on ne brûlera pas l'intégralité des énergies fossiles, donc on a beaucoup d'éléments qui ont des fausses valeurs.

Intéressant et ça demande de réfléchir, par exemple devrait-on investir dans le charbon ? Pas si évident, on pourrait imaginer d'aller investir dans le charbon pour aider le secteur à opérer sa transition car dire « je ne fais pas de charbon je m'en lave les mains » ne suffira pas à ce que l'Inde ou la Chine n'en fasse pas. Le 20^{ème} siècle était « risk and return », le 21^{ème} doit être « risk, return and impact ». Si on ne fait rien on ne peut pas se plaindre. Est-ce qu'on est capables de faire une **vraie économie du développement durable** ? C'est ça l'enjeu. On ne peut pas être complaisant.

On a eu, et moi le premier, c'est le sentiment que la COP 21 a lancé une poussée de sève qui rendait l'échec très compliqué pour les politiques. C'est une approche **Multi Stake Holders**, et ma crainte c'est que les systèmes américains et chinois ne soient pas dans cette logique.

Question : Est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer que le financement de la transition énergétique puisse être décorrélié des critères de Maastricht ?

BB : Je pense que politiquement c'est symbolique, et on pourrait sortir d'autres choses comme l'éducation ou la santé. Je pense qu'il faut **créer l'écosystème**. Il ne faut pas oublier le macro et c'est difficile, il faut réglementation et incitation. L'économie de marché c'est « si les clients le veulent, on en parle » donc c'est un angle d'attaque. Il faut montrer que c'est possible.

Table ronde 2 Outils de financement et retours d'expérience

Bernard Aulagne (Coénove), Myriam Maelstroni (Fondation EST), Catherine Leboul-Proust (GRDF), Michel Derdevet (Enedis), Eric Villalonga (Monaco Green Energy).

MM : **Il y a de quoi optimiste, et on a besoin d'être optimistes**. On ne va pas sortir les mouchoirs et se laisser faire. D'autant qu'on constate un réel changement.

MD : Quand on regarde les objectifs de la transition écologique, il faut regarder le **réseau** actuel et le réseau s'adaptera. 30 % de la facture d'électricité ce sont des taxes, elles ont augmenté mais pas les prix des réseaux. **Les systèmes doivent être connectés entre eux, et donc il faut une réflexion sur les infrastructures**. Le débat n'est donc pas un débat d'énergie, de nucléaire etc mais aussi une question de réseaux.

CLP : D'emblée, sur les solutions de transition énergétique, il faut viser la **compétitivité par coût global, il faut l'intégrer dès le départ**. Le biogaz est une nouvelle ENR qui arrive et qui capitalise sur les infrastructures existantes. C'est la question de la **création de la confiance et de la stimulation des filières émergentes**.

BA : Il faut **arrêter avec « l'énergie miracle »**, il faut de la **complémentarité** et dans celle-ci. Le gaz, de plus en plus renouvelable, a toute sa place. Il y a une inexorable complémentarité entre les réseaux électriques, gaziers, mais aussi de chaleur. A mesure que le gaz devient renouvelable, le réseau gaz sera un vecteur de chaleur renouvelable à considérer. Dans une logique de complémentarité et non de concurrence. Réduire les besoins c'est absolument prioritaire.

Question : il y a un manque de **coopération entre les opérateurs**. Les citoyens doivent être acteurs, mais ils ne participent pas du tout - ils ne sont pas impliqués.

BA : faut arrêter de **travailler en silo**, il faut être dans la **transversalité** et la **complémentarité**. Si on est dans la transition uniquement énergétique on passe à côté de l'essentiel, notamment pour embarquer nos citoyens.

Question sur les citoyens, faut-il reproduire le **G400** ?

MD : Oui, plus on aura des schémas de participation mieux ça ira. Nous sommes en nécessité permanente d'échanger, de dialoguer.

CLP : Tout ce qui est relatif à l'énergie est **relatif au politique** et donc à la **consultation** citoyenne. La participation (et notamment le crowdfunding) font également partie de l'acceptabilité des projets.

Intervention vidéo d'Eric Villalonga, qui n'a pas pu être présent, sur l'action à Monaco.

Remarques par un intervenant de la salle sur le fait de s'inspirer du modèle africain dans sa capacité à intégrer la **territorialisation** dans les réseaux et le business modèle. Ce n'est pas tant que l'on va coller ce qu'on fait dans le nord sur le sud, mais qu'on pourra s'en inspirer.

Conclusion, synthèse et perspectives

Floran Augagneur a, en conclusion, listé les enseignements provisoires de la PPE :

- pas de remise en question de la transition énergétique (et courtoisie dans les échanges)
- la notion de justice sociale, d'acceptabilité très présente
- une demande de stabilité et d'orientations

sur la gouvernance : plus de démocratie et de territorialisation